AFP

TRAQUE 177 boat people interceptés entre la Libye et la Sicile par les garde-côtes italiens (décembre 2005). A l'avenir, Rome entend sous-traiter cette besogne à Tripoli.

Migrants

Piégés aux frontières de la citadelle Europe

L'Europe se ferme et les camps d'exilés poussent à ses portes comme des champignons. A mesure, l'accès à l'asile se réduit. Dès 2009, la Suisse surveillera peut-être les frontières de l'Europe. Par ***Yves Steiner****.*

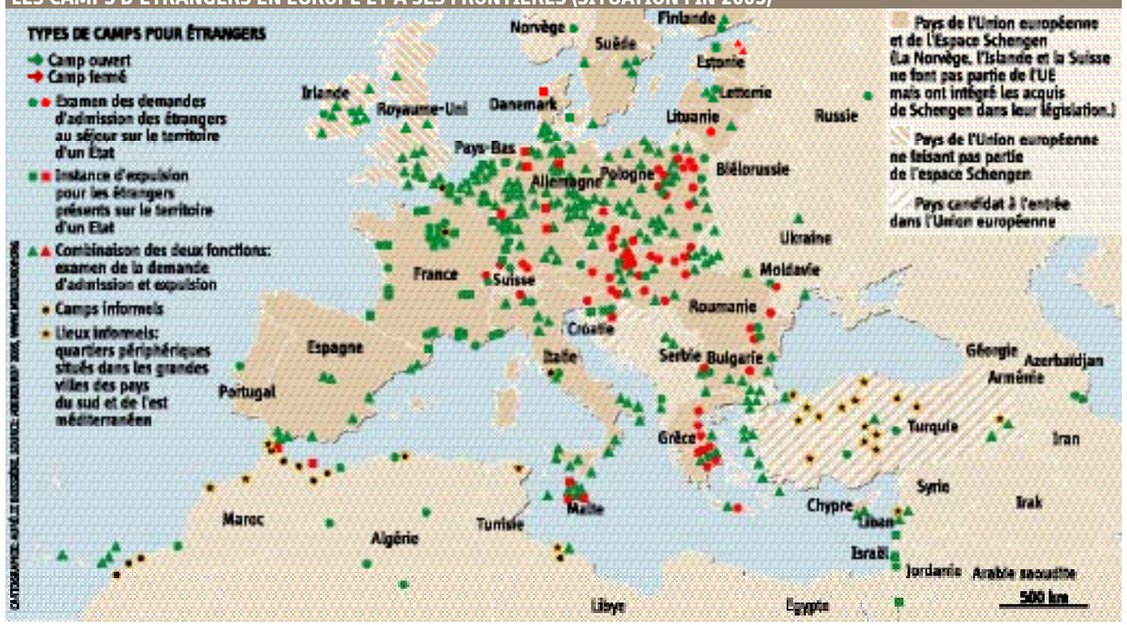
Le 18 janvier dernier, sur la plage de Tajura, à une vingtaine de kilomètres à l'ouest de Tripoli, 190 migrants prêts à s'embarquer en pleine nuit pour la Sicile sont arrêtés par les forces de l'ordre libyennes. Un non-événement dans un pays où l'on enferme vite les immigrés qui s'aventurent un peu trop près du rivage. Sauf que cette fois-ci, l'opération se fait en présence de policiers italiens venus tout spécialement sur place. Depuis, les infortunés croupissent vraisemblablement dans un camp sous haute surveillance, peut-être même dans celui de Gharyan, près de Tripoli, l'un des trois camps financés par l'Italie elle-même sur sol libyen depuis 2003. Quant à leurs conditions de détention, elles n'ont qu'un très lointain rapport avec la dignité humaine.

Voilà à quoi ressemble de plus en plus la politique de poids lourds européens telles l'Italie ou l'Espagne, et à terme celle de l'Union européenne (UE), à l'égard des exilés: l'embastillement, si possible loin des frontières de l'Europe, mais là où les droits des migrants sont violés au quotidien. Que certains d'entre eux fuient conflits ou persécutions, cela importe assez peu. L'accès à une procédure d'asile non plus. Et dans ce désert des droits humains, le statut de réfugié devient un mirage. Le fait que l'Italie collabore avec une Libye qui n'a toujours pas signé la Convention sur les réfugiés de 1951, ni son Protocole de 1967, prend ici tout son sens. Tout comme le fait que l'UE s'active à organiser pour l'été prochain une surveillance serrée des côtes d'Afrique du Nord en impliquant désormais la Libye.

Un des plus sûrs révélateurs de cette traque aux migrants est la résurgence des camps pour étrangers à l'intérieur comme à l'extérieur de l'Europe. C'est le triste constat qu'illustre un ouvrage collectif dirigé par trois chercheurs français, Olivier Le Cour Grandmaison, Gilles Lhuillier et Jérôme Valluy, qui paraît le 1er février*. Politologues, juristes, sociologues ou philosophes, tous décrivent avec leurs mots les contours d'un «univers concentrationnaire» européen en constitution, avec son élément essentiel: le camp (voir infographie, p. 40). Banalisé, le camp est devenu en un quart de siècle la réponse pavlovienne à la gestion des flux migratoires. Partout, il est l'espace premier de l'exilé aux portes de l'Europe, de la zone d'attente d'aéroport au cantonnement fermé en passant par les centres d'internement administratif. Quand ce ne sont pas des Etats entiers qui remplissent ce rôle d'internement et de filtration des migrants, ce que Jérôme Valluy, maître de conférences à Paris I Panthéon-Sorbonne, appelle des «pays-camps». Au premier rang desquels la Libye.

LA FRONTIÈRE BLEUE Nouveau point de passage sur la route des migrants d'Afrique

LES CAMPS D'ÉTRANGERS EN EUROPE ET À SES FRONTIÈRES (SITUATION FIN 2005)



RÉSURGENCE Depuis quinze ans, les camps pour étrangers en situation irrégulière se sont multipliés en Europe de façon spectaculaire. Sous pression de l'Union européenne, les pays du Maghreb suivent désormais le mouvement et enferment les migrants en route vers l'Europe.

subsaharienne, la république kadhafiste curieusement sortie de sa disgrâce internationale sous-traite avec diligence la politique migratoire européenne, italienne surtout. Et ce, au mépris des droits des gens. Il y a peu Human Rights Watch a livré un rapport accablant sur la situation des exilés sur place («L'Hebdo» du 28 décembre 2006). Harcelés tant par les autorités que par une population souvent hostile, bien des migrants sont internés illégalement, entassés par dizaine dans des cellules insalubres. Leur qualité de réfugié n'est pas reconnue, le recours à la justice est, lui, inexistant. Les renvois aux frontières méridionales du pays s'effectuent par avion, parfois par camion via le désert. Sur les 145 000 personnes chassées entre 2003 et 2005, certaines – nul ne sait combien – ont ainsi fini leur vie dans les sables subsahariens.

L'écologiste française Hélène Flautre, présidente de la Sous-Commission des droits de l'homme du Parlement européen, est une des rares eurodéputées à s'être émue de cette situation après deux voyages en Libye en 2005. «Le pire, c'est que l'UE négocie avec le colonel Kadhafi, un véritable chef de bande intéressé par l'argent contre ses services de sous-traitance. Ma crainte est que les renvois vers la Libye ne s'intensifient bientôt avec la signature d'un accord de réadmission avec l'UE. Les démarches seraient sur le point d'aboutir.»

Le long de la frontière d'azur de l'UE, la Libye n'est pas le seul courtier de la politique migratoire de l'Union ou de certains de ses membres. La Mauritanie, par exemple, est un zélé sous-traitant. En mars 2006, Madrid a ainsi financé un camp militarisé près de l'important port de Nouadhibou, à quelques encablures des îles Canaries. Des rumeurs parlent aussi d'un autre camp payé par les contribuables ibériques du côté de Dakar au Sénégal.

Premier bénéficiaire de l'aide espagnole au développement, le Maroc revendique explicitement son contrôle des migrants en regard des engagements pris à l'égard de son voisin du nord et de l'UE. Le 23 décembre 2006, c'est au nom de ces accords que le gouvernement marocain a raflé, à Rabat, près de 400 migrants, surtout des personnes issues de l'Afrique subsaharienne, avant de les emmener de force vers la frontière algérienne, direction les camps de fortune de la région d'Oujda.

Le fait que certains d'entre eux étaient des réfugiés formellement reconnus par le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) n'y a rien changé. D'ailleurs, la réaction de l'agence onusienne sur l'affaire marocaine est arrivée deux semaines plus tard. Une attitude critiquable du HCR que dénoncent Jérôme Valluy et Michel Agier, directeur d'études à l'Ecole des hautes études en sciences sociales (EHESS) à Paris. A l'aune d'autres silences du HCR sur la Libye, mais aussi sur le massacre de près de 200 Soudanais au Caire sur la place Mustapha-Mahmoud, à 300 mètres de ses propres bureaux, en décembre 2005, les deux chercheurs se demandent si la mission de cet organe des Nations Unies ne s'est pas «transformé en une vague intention humanitaire et morale annexée aux politiques de contrôle des flux et de rejet des indésirables, en particulier en Europe et en Afrique». A leurs yeux, même le HCR ne peut donc plus rien pour les exilés.

IMMIGRATION CHOISIE ET... TEMPORAIRE

L'Europe se barricade contre les migrants, mais elle est indulgente à leur égard quand les intérêts du marché du travail sont en jeu. La semaine prochaine, le commissaire européen au Développement, Louis Michel, sera au Mali pour discuter de l'installation d'une agence européenne pour l'emploi. Son but? Développer «l'immigration temporaire» de travailleurs maliens, bref, recruter des bras pour l'Union européenne (UE) pendant une période donnée, après laquelle ces travailleurs devront repartir chez eux. L'Espagne pratique déjà cela avec le Mali, dans le domaine agricole par exemple. La France également. L'UE veut désormais étendre ce principe à tous ses membres. En contrepartie, le Mali devrait renforcer sa lutte contre l'immigration clandestine et signer un accord de réadmission. | YS

SUR LE FRONT DE L'EST Bien moins connus encore, d'autres «pays-camps» forment désormais une zone tampon aux frontières est de l'UE. C'est le cas de l'Ukraine où s'échouent les exilés venus d'Asie, d'Inde ou du Moyen-Orient. La frontière de cette ex-république soviétique avec son voisin hongrois est «digne de la guerre froide», s'exclame le colonel Jürg Noth, le chef des gardes-frontière suisses en visite sur place l'année dernière. Il a pu y observer les installations high-tech hongroises et au loin, les vieux barbelés et, les champs de mines ukrainiens.

En revanche, les camps ukrainiens à Pavsino ou à Chop restent difficiles d'accès, sauf bien sûr pour ceux pris à la frontière. Des camps où les conditions d'accueil n'ont rien à envier avec celles de la Libye. Gardés par des militaires dans des baraques insalubres, les candidats à l'exil butent sur un ersatz de procédure d'asile. Une situation dénoncée par des ONG comme Human Rights Watch l'an dernier encore. A l'inverse du cas libyen, l'UE possède depuis plus de dix ans un accord de réadmission avec l'Ukraine et un solide avantage dans ses négociations: sur la même période, elle a versé plus de 2 milliards d'euros d'assistance technique à Kiev. Difficile dans ce cas de refuser de reprendre ces migrants pincés en Slovaquie, en Hongrie ou en Pologne et qui ont transité par l'Ukraine. Le retour à la case départ est programmé.

Au sud ou à l'est, les pays membres de l'UE se barricadent. «Quant à l'UE, elle court derrière la politique de pays comme l'Italie sans trop réfléchir à ce que cela implique en termes de protection des migrants. C'est l'option sécuritaire», s'enflamme Hélène Flautre. Preuve en est la nouvelle agence pour la gestion de la coopération opérationnelle aux frontières extérieures, nommée Frontex.

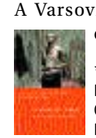
Créée fin 2004 et forte de 70 employés, cette agence dont le budget a doublé pour 2007 à 34 millions d'euros s'est installée dans un gigantesque palais de verre… à Varsovie. Soit en dehors des frontières de l'Espace Schengen et suffisamment loin de Bruxelles pour que «s'exerce une surveillance citoyenne», risque un connaisseur du dossier. Jusqu'ici, Frontex a codirigé des opérations en Méditerranée ou aux Canaries. «En fait, elle couvre des actions menées par l'Italie et l'Espagne en attendant d'avoir ses propres moyens», suggère Hélène Flautre. Ces opérations ont bien sauvé des vies humaines en pleine mer, mais pour les renvoyer parfois sur les côtes nord-africaines.

Depuis que le peuple suisse a accepté les accords de Schengen en 2005, le gouvernement helvétique participe en qualité d'observateur à Frontex. En 2009, la Suisse sera un membre à part entière si les Chambres acceptent les modifications législatives qu'implique le dispositif Frontex avec la reprise de l'acquis Schengen. Avec un coût: 2,3 millions de francs par an, plus 13 autres pour un Fonds pour les frontières extérieures. Une procédure de consultation lancée par l'Administration fédérale des douanes est d'ailleurs déjà en cours pour savoir si la Suisse autorisera la mise à disposition de matériel de surveillance aux frontières d'Etats étrangers. Des caméras ou des drones suisses aux frontières polonaises? Pourquoi pas. Et avec, des gardes-frontière suisses spécialisés dans le contrôle des documents ou la formation de collègues européens? A Berne, le silence est d'or sur ce point. A Varsovie, les intances de Frontex en discuteraient activement.

OSMAN DASAL / AP

«Le pire, c'est que l'UE négocie avec le colonel Kadhafi, un chef de bande intéressé par l'argent contre ses services de sous-traitance.»

Hélène Flautre, présidente de la Sous-Commission des droits de l'homme du Parlement européen



***Le retour des camps?**
De Olivier Le Cour Grandmaison, Gilles Lhuillier et Jérôme Valluy, Ed. Autrement, Paris, 2007.